Moyen-Orient : comment la guerre transforme une crise régionale en urgence humanitaire majeure (https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/moyen-orient-comment-guerre-transforme-crise-regionale-urgence-humanitaire-majeure)

Un mois après le début de l'attaque conjointe des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, le conflit dépasse largement le champ militaire. Il transforme une crise régionale en choc humanitaire interconnecté, perturbant l'acheminement de l'aide, les marchés alimentaires et les conditions de vie de millions de civils. Dans un contexte de contraintes d'accès persistantes et de financements limités, les opérations humanitaires sont mises à rude épreuve, tandis que les violences s'intensifient et s'étendent sur plusieurs fronts.

Des vulnérabilités structurelles déjà à l'œuvre

La région est déjà marquée par des crises prolongées, des économies fragiles et une forte dépendance aux importations. Ce que l'on observe n'est pas tant l'émergence d'une crise nouvelle, mais l'accélération de vulnérabilités existantes.

Le Yémen dépend massivement des importations alimentaires : toute hausse du coût du carburant se répercute immédiatement sur les prix. Oxfam alerte sur la situation (https://www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences/yemen-crise-humanitaire/) : environ 18 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, dans un contexte où le plan humanitaire n'était financé qu'à 28 % en 2025. Dans ce contexte déjà critique, l'implication des Houthis dans le conflit (https://www.huffingtonpost.fr/international/article/entres-dans-la-guerre-en-iran-les-houthis-suscitent-l-inquietude-mais-ont-ils-vraiment-les-moyens-de-nuire_262172.html) pourrait contribuer à aggraver encore la situation humanitaire.

En Afghanistan, 17,4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë, selon le Programme alimentaire mondial (https://www.wfp.org/countries/afghanistan). Au Soudan, les violences et déplacements massifs se poursuivent, dans l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. Les niveaux de faim atteignent, dans certaines zones, des seuils proches de la famine.

Dans ces contextes, les systèmes de santé et d'approvisionnement fonctionnent déjà sous tension. La guerre actuelle agit comme un multiplicateur de vulnérabilités. Dans des économies fortement dépendantes des importations, toute perturbation régionale peut avoir des effets immédiats sur les marchés et l'accès à l'alimentation.

L'acheminement de l'aide, cœur invisible de la crise

L'acheminement de l'aide humanitaire repose sur des chaînes logistiques complexes, dépendantes des routes commerciales, du coût de l'énergie et de la stabilité régionale. Or, ces équilibres sont aujourd'hui profondément bouleversés. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement autour du détroit d'Ormuz, par lequel transitent environ 20 % du pétrole mondial, accentuent cette hausse des prix de l'énergie, et, par ricochet, celles des denrées alimentaires. La Fédération internationale de la Croix-Rouge alerte (https://www.ifrc.org/press-release/ifrc-warns-impact-conflict-middle-east-moving-humanitarian-goods-becoming-more) sur la hausse des coûts du carburant, du transport et du fret, sur la fermeture de certaines voies et sur l'allongement des délais.



Des travailleurs humanitaires distribuent des fournitures d'aide à des personnes déplacées au Liban. Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Les acteurs humanitaires doivent donc contourner certaines zones, recourir à des itinéraires plus longs et gérer une incertitude croissante sur les délais de livraison. Concrètement, acheminer de la nourriture, des médicaments ou du matériel de première nécessité devient plus long, plus coûteux et parfois plus risqué, ce qui oblige les organisations à arbitrer, à réduire certaines distributions ou à prioriser les situations les plus critiques.

Sur le terrain, des crises qui s'enchaînent

Les effets de la guerre se diffusent à l'échelle régionale. Des millions de personnes ont fui leur foyer en Iran et au Liban, tandis que les attaques contre les infrastructures civiles, énergétiques, sanitaires ou hydrauliques, privent des populations déjà vulnérables d'électricité, d'eau, de soins et de chauffage. Dans plus d'une douzaine de pays, les populations restent exposées à des menaces directes ou indirectes liées à l'escalade.

Les besoins augmentent très rapidement, alors même que la capacité à y répondre diminue. Derrière ces dynamiques, il y a des réalités très concrètes : des familles déplacées, des enfants déscolarisés, des patients qui n'accèdent pas aux soins, des ménages qui peinent à se nourrir.

Au Liban, la situation est particulièrement critique. Plus d'un million de personnes ont été déplacées, soit 1 habitant sur 5. Les abris sont saturés, les écoles réquisitionnées et au moins 54 centres de santé et 5 hôpitaux ont fermé (https://www.msf.fr/communiques-presse/liban-msf-alerte-sur-l-impact-desastreux-des-attaques-israeliennes-sur-l-acces-aux-soins).

Dans certains abris, plusieurs familles partagent une même salle, avec un accès limité à l'eau, à l'électricité et à des installations sanitaires adaptées. Les pénuries de carburant affectent également le fonctionnement des hôpitaux et des services essentiels. Selon l'UNRWA (https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-4-lebanon-emergency-response-2026), les réfugiés palestiniens, déjà en situation de grande précarité, voient leur dépendance à l'aide s'accroître dans un contexte où son acheminement devient de plus en plus difficile.



Déplacement, précarité, rupture des repères : les enfants sont parmi les plus exposés aux conséquences de la crise. Ici dans les rues de Beyrouth. UNICEF/UNI956430

En Iran, entre 600 000 et 1 million de ménages, soit jusqu'à 3,2 millions de personnes, ont été déplacés à l'intérieur du pays (https://www.unhcr.org/). Ces déplacements massifs désorganisent les conditions de vie et accentuent la pression sur les zones d'accueil. Les destructions d'infrastructures, notamment énergétiques, entraînent des coupures d'électricité, des difficultés d'accès à l'eau et aux soins, ainsi que des risques sanitaires accrus, liés notamment à la pollution et à la dégradation des services. Les réfugiés déjà présents, en particulier les Afghans (https://www.franceinfo.fr/monde/iran/guerre-entre-les-etats-unis-israel-et-l-iran/l-onu-appelle-a-reunir-80-millions-de-dollars-pour-les-refugies-en-iran_7898285.html), sont encore plus exposés.

En Syrie, l'arrivée de plus de 190 000 personnes fuyant le Liban (https://sana.sy/fr/international/2298010/), dont près de la moitié sont des enfants, met sous tension un système déjà fragilisé par plus d'une décennie de conflit et une reprise économique fragile. Ces crises ne s'additionnent plus : elles se renforcent. Les populations fuient autant la guerre que l'effondrement de leurs conditions de vie.

Dans les territoires palestiniens, l'accès humanitaire reste fortement contraint. À Gaza, la dépendance à un nombre très limité de points de passage, comme Kerem Shalom, rend l'acheminement de l'aide particulièrement difficile. En Cisjordanie, de nouvelles restrictions de circulation, les opérations militaires et l'intensification des violences, en particulier de la part des colons, entravent l'accès aux soins, au travail et à l'éducation, aggravant une situation déjà extrêmement fragile (https://www.msf-azg.be/fr/news/cisjordanie-alors-que-le-monde-regarde-ailleurs-la-terre-palestinienne-dispara%C3%AEt).

Selon l'ONG Save the children (https://www.savethechildren.net/news/least-52-million-children-facing-disrupted-education-due-middle-east-and-wider-region-conflict), plus de 52 millions d'enfants au Moyen-Orient voient leur scolarité perturbée tandis que l'exposition à la violence et aux déplacements répétés engendre des effets durables sur leur santé mentale.

Au-delà de la région, une crise globale des vulnérabilités

Les effets de cette escalade dépassent largement le Moyen-Orient Ce qui se dessine, c'est une crise globale des vulnérabilités humanitaires, dont les répercussions s'étendent bien au-delà des zones de conflit. Les pays en développement d'Asie et du continent africain, particulièrement dépendants des importations et déjà exposés à des chocs économiques et climatiques, risquent d'être les plus durement touchés.

À cela s'ajoutent des perturbations sur les marchés des engrais, essentiels à la production agricole, qui pourraient affecter durablement les rendements et renforcer les risques d'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afrique de l'Est et dans le Sahel.

Selon le Programme alimentaire mondial (https://fr.wfp.org/emergencies/middle-east-conflict), jusqu'à 45 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'insécurité alimentaire aiguë si l'escalade se poursuit.

Une crise du système humanitaire… et du droit international

Cette crise intervient alors que le système humanitaire est déjà sous forte tension. Les besoins augmentent, tandis que les financements diminuent, obligeant les organisations à réduire leurs activités. Le désengagement, même partiel, de certains bailleurs, notamment les États-Unis, accentue encore l'écart entre besoins et capacités de réponse.

Dans le même temps, les modalités des conflits contribuent à aggraver la situation. Les attaques contre les civils, les infrastructures et les acteurs humanitaires ainsi que les restrictions d'accès humanitaire traduisent une érosion concrète du droit international humanitaire. Ce double mouvement – raréfaction des ressources et affaiblissement des normes – produit une forme de violence structurelle, où la capacité même à protéger les populations est mise en échec.

Dans ce contexte, une approche centrée sur l'établissement de la paix apparaît essentielle. Ni l'escalade militaire ni la seule gestion humanitaire de l'urgence ne permettent de répondre durablement à la crise. Cette approche repose sur la désescalade, la protection des civils et la reconstruction de cadres politiques durables. Comme l'a rappelé le porte-parole des Nations unies (https://news.un.org/fr/story/2026/03/1158633), Stéphane Dujarric, « il n'existe tout simplement aucune solution militaire à ce conflit » et toutes les parties doivent privilégier les voies diplomatiques à leur disposition. Loin d'être naïve, cette orientation constitue aujourd'hui une nécessité.

Plus d'un mois après le début de l'escalade, la crise humanitaire n'est plus une conséquence indirecte du conflit : elle en constitue désormais l'un des principaux fronts.

Cet article est republié à partir de The Conversation (https://theconversation.com) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (https://theconversation.com/moyen-orient-comment-la-guerre-transforme-une-crise-regionale-en-urgence-humanitaire-majeure-279530).